
Education nationale. Le futur en mesures.

Numéro d'inventaire : 2007.00432

Type de document : imprimé divers

Éditeur : Ministère de l'éducation nationale

Date de création : 1987 (restituée)

Description : Brochure agrafée. Couverture souple, illustrée d'une photo.

Mesures : hauteur : 297 mm ; largeur : 209 mm

Notes : Résumé des mesures pour l'éducation proposées par le ministre René Monory pour la rentrée 1987. Préface du ministre (pp. 1-2) : "Un an au service de l'Education nationale".

Élèves : enseignement de qualité et diversité de choix. Enseignants : une meilleure formation, de réelles perspectives de promotion. Avenir : l'ouverture sur l'économie et la société.

Structures : la modernisation. Enseignement privé : la nouvelle donne. Des clarifications indispensables.

Mots-clés : Politique de l'éducation

Filière : aucune

Niveau : aucun

Autres descriptions : Langue : Français

Nombre de pages : 29

ill.

Sommaire : Sommaire, préface

EDUCATION NATIONALE LE FUTUR EN MESURES



Second degré : des objectifs cohérents

LES MESURES

- Création de la direction unique des lycées et collèges (DLC).
- Arrêt du recrutement des P.E.G.C.
- Accroissement du nombre de postes mis aux concours du C.A.P.E.S. et du C.A.P.E.T. (interne et externe - porté de 6 480 en 1986 à 10 060 en 1987 - soit + 55 %) et de l'agrégation (-porté de 1 500 à 1 900 - soit + 27 %).
- Développement des actions de formation continue des enseignants privilégiant l'élévation des qualifications et aidant à la préparation des concours de promotion.
- Augmentation, grâce à la mobilisation des Régions, des capacités d'accueil des lycées de 30 000 places en 1987 et de 40 000 places en 1988.
- Création de 3 240 postes à la rentrée 1987 pour le second degré, alors que la baisse démographique attendue dans les collèges équivaut à la hausse attendue dans les lycées.
- Consolidation de la "rénovation" dans les collèges, étendue à 75 % des établissements en 1987.
- Renforcement des moyens de l'Inspection Générale (création de 15 emplois d'inspecteurs généraux et de 17 emplois d'inspecteurs pédagogiques régionaux).

L'ensemble de ces mesures vise à atteindre un triple objectif :

- assurer à tous une culture générale solide,
- améliorer l'encadrement des élèves,
- parfaire la qualification des maîtres par des actions de formation initiale et continue.

C'est par des mesures concrètes que l'on atteindra l'objectif d'amener 80 % des élèves au niveau du baccalauréat.

Il convient d'accroître les capacités d'accueil dans nos établissements. C'est pourquoi le dialogue entamé avec les Présidents des Conseils Régionaux et Généraux sera poursuivi.

La rénovation des collèges doit permettre une meilleure réussite de tous les élèves. A partir des orientations précises données pour la rentrée 1987, les collèges devront se fixer des objectifs réalistes et procéder à une évaluation systématique des résultats obtenus. Les corps d'inspection et les Recteurs d'académie en feront le bilan.

Il est enfin nécessaire d'établir une bonne orientation, une liaison efficace entre la classe de troisième et celle de seconde, entre le lycée et l'enseignement post-baccalauréat.

Temps scolaire : un véritable troisième trimestre

LES MESURES

- Recul d'une semaine de la date du baccalauréat.
- Simplification des procédures d'orientation, notamment par la suppression de l'examen d'appel, qui faisait double emploi avec la commission d'appel, et par la suppression des procédures d'homologation antérieurement en vigueur pour les élèves du privé voulant accéder à l'enseignement public.
- Report des conseils de classe du troisième trimestre au delà du 15 juin.

Les familles se plaignaient, à juste titre, de la fermeture précoce des établissements scolaires du second degré, en raison des dates et des modalités d'organisation des examens et de la démobilité des élèves qui résultait de la tenue précoce des conseils de classe du troisième trimestre.

Ces mesures vont produire un effet significatif dès le mois de juin 1987.

Un important travail est par ailleurs entrepris, pour simplifier et alléger l'organisation des examens de l'enseignement technologique et professionnel, afin de récupérer du temps utile à l'enseignement dans les établissements.

Programmes : une adaptation continue

LES MESURES

- Mise en place de nouveaux programmes en classe de 5ème
- Mise en place de nouveaux programmes en classe de seconde
- Réorganisation des enseignements technologiques industriels en classe de seconde : à l'option lourde de onze heures, se substitue à la rentrée 1987 une option de technologie industrielle organisée en deux modules de quatre heures (technologie des systèmes automatisés et productive). L'accès à la classe de 1ère industrielle pourra se faire à partir du choix du seul module T.S.A.
- Extension à la classe de terminale de l'option informatique
- Création en coopération avec le Ministère de la Culture de deux nouvelles options au sein de la section A3 Lettres-Arts
 - cinéma audiovisuel
 - théâtre expression dramatique

Diverses modifications de programmes avaient été entreprises (6ème) ou prévues (seconde) dans le second degré.

Les décisions prises poursuivent des actions jugées positives, qui vont dans le sens des évolutions nécessaires pour le second degré.

Les consultations entreprises ont montré qu'une large adhésion existait sur ces évolutions.

L'informatique : une nouvelle dimension

LES MESURES

- Clarification de la place de l'informatique dans l'enseignement comme :
 - moyen moderne pour assister le professeur et enrichir la pédagogie (simulation, accès à l'information) à tous les niveaux, dans toutes les disciplines
 - discipline étudiée au sein d'une option ouverte dans les lycées qui sera précisée et développée
- Mise en œuvre d'une véritable politique d'achat de logiciels à usage éducatif
 - évaluation, sous la conduite de l'Inspection Générale, des logiciels existants
 - définition des besoins en nouveaux logiciels pour lesquels 100 MF seront dégagés en 1987
 - lancement d'un concours de scénarios de logiciels permettant de recueillir ainsi l'expérience et les propositions des enseignants
- Acquisition d'équipements supplémentaires dans des sections non encore pourvues (classes préparatoires, enseignement spécialisé) ou en vue d'usages spécifiques (CAO,...) après étude des besoins et large consultation.

Un équipement des écoles, lycées et collèges en matériel informatique pédagogique avait été entrepris sur une large base (plan "Informatique pour Tous").

Mais de nombreuses ambiguïtés sur le rôle de l'informatique en classe et sur la disponibilité de logiciels de qualité pour permettre une utilisation fructueuse de ces matériels, n'avaient pas été levées.

L'informatique à l'école, au collège et au lycée permettra de préparer les élèves à leur futur environnement, apportera une dimension nouvelle à leur formation et contribuera à la modernisation de notre enseignement. Mais on ne peut pas la concevoir sans rapport avec la pratique pédagogique et la formation des enseignants, ni sans l'utilisation de logiciels de qualité.

